

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
80	63	13

N° de séance : 35

Objet de la délibération : Promotion de la pratique cyclable sur le Pôle Métropolitain Cap Azur - Convention de partenariat avec la CACPL, la CAPG et l'association Choisir le vélo - Renouvellement

N° d'enregistrement : CC.2022.056

Date de convocation :
15 mars 2022

Date d'affichage
06 AVR. 2022

Date de réception en s/Préfecture

30 MARS 2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 18 avenue des Fleurs CS 61039 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

séance du 21 mars 2022

L'an deux mil vingt-deux et le 21 mars 2022 à 16H00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré - Avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de mars, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA, Arnaud VIE

PROCURATIONS :

Joseph CESARO à Elisabeth DEBORDE, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Marie-Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Carole BONAUT à Nathalie DEPETRIS, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Hassan EL JAZOULI à Yves DAHAN, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO, Marion MUSSO à Catherine LANZA, Alain BERNARD à Alexia MISSANA, Xavier WIIK à Delphine CAROSI

ABSENTS :

Christophe ETORE, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur OCCELLI,

En qualité d'Autorités Organisatrices de la Mobilité Durable, les Communautés d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse et Sophia Antipolis s'investissent pour développer les déplacements du quotidien à vélo, apportant un bénéfice en termes de transition écologique, de santé publique et de limitation de la congestion routière.

Ces déplacements domicile-travail ne se limitant pas à des trajets internes à chaque agglomération, ce développement doit se faire par une réflexion entre bassins de vie et bassins d'emploi à l'échelle du pôle métropolitain Cap Azur.

C'est pourquoi les trois agglomérations ont décidé d'harmoniser leurs actions autour du vélo, par la constitution d'un schéma cyclable à l'échelle du territoire Cap Azur et par la volonté d'une politique de sensibilisation, d'information et d'animation commune.

Par ailleurs, l'association « Choisir le vélo » mène déjà, sur le territoire des trois agglomérations, des opérations visant la promotion de la pratique cyclable : mise en place d'une cartographie participative des itinéraires à vélos, atelier participatif de réparation des vélos, apprentissage des règles de conduite à vélo, mise en place de vélobus, ainsi qu'une action de reconditionnement de vélos issus de déchetterie labellisée France Mobilités en 2018.

Dans une optique de cohérence de message public, en 2019, les trois agglomérations ont souhaité s'engager dans une convention de partenariat avec l'Association Choisir le Vélo, signée le 9 septembre 2019, puis une seconde signée le 25 février 2021 afin d'assurer la sensibilisation, l'information et l'animation autour des pratiques cyclables du quotidien sur leur territoire.

Après deux années de fonctionnement, les bilans étant positifs sur la promotion de la pratique cyclable sur les trois territoires, il est proposé de reconduire la convention selon les modalités décrites dans le projet de convention joint en annexe.

Les trois agglomérations souhaitent soutenir ces actions par le versement d'un montant de dix-mille euros (10 000 €) chacune.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de partenariat conclue entre la C.A.S.A., la C.A.C.P.L., la C.A.P.G. et l'Association « Choisir le Vélo » pour la promotion de la pratique cyclable sur le pôle métropolitain CAP AZUR, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout acte nécessaire à l'exécution de celle-ci ;
- d'approuver la dépense correspondante inscrite au Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention de partenariat conclue entre la C.A.S.A., la C.A.C.P.L., la C.A.P.G. et l'Association « Choisir le Vélo » pour la promotion de la pratique cyclable sur le pôle métropolitain CAP AZUR, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout acte nécessaire à l'exécution de celle-ci ;
- d'approuver la dépense correspondante inscrite au Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 MARS 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



PROMOTION DE LA PRATIQUE CYCLABLE

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION CHOISIR LE VELO

ENTRE :

D'une part,

La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins, ayant son siège social à CS 50044, 06414 CANNES Cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur David LISNARD, lui-même représenté par le Vice-président délégué aux Transports, au Déploiement et aux Travaux du PALM EXPRESS, à la Voirie et aux parcs de stationnement communautaires, Monsieur Richard GALY, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Communautaire du 11 mars 2022,

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, ayant son siège social au 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Communautaire n° DL2022_..... du,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Communautaire n°..... du Conseil Communautaire du 21 mars 2022.,

Ci-après dénommées : « **les Communautés d'agglomération** »,

Et D'autre part,

L'Association Choisir Le Vélo, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé MCE - 7, Rue Pasteur, 06370 Mouans-Sartoux, représentée par son Président, Monsieur Florent MOREL, conformément aux statuts de l'Association.

Ci-après dénommée « **l'Association** »,

PREAMBULE

En qualité d'Autorités Organisatrices de la Mobilité, les Communautés d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), Pays de Grasse (C.A.P.G.) et Sophia Antipolis (C.A.S.A.) s'investissent pour développer les déplacements du quotidien en vélo, apportant un bénéfice en termes de transition écologique, de santé publique et de limitation de la congestion routière.

Ces déplacements domicile-travail ne se limitant pas à des trajets internes à chaque agglomération, ce développement doit se faire par une réflexion entre bassins de vie et bassins d'emploi à l'échelle du Pôle Métropolitain CAP Azur.

C'est pourquoi, les trois agglomérations ont décidé d'harmoniser leurs actions autour du vélo, par la constitution d'un schéma cyclable, et par la volonté d'une politique de sensibilisation, d'information et d'animation commune.

Par ailleurs, l'Association Choisir Le Vélo mène déjà sur tout ou partie du territoire du Pôle Métropolitain des opérations visant la promotion de la pratique cyclable : mise en place d'une cartographie participative des itinéraires à vélos, atelier participatif de réparation des vélos, apprentissage des règles de conduite à vélo, mise en place de vélo-bus ainsi qu'une action de reconditionnement de vélos issus de déchetterie labellisées France Mobilité en 2018.

Dans une optique de cohérence de message public, dès 2019, les trois agglomérations ont souhaité s'engager par une première convention de partenariat avec l'Association, signée le 9 septembre 2019, puis une seconde signée le 25 février 2021 pour assurer la sensibilisation, l'information et l'animation autour des pratiques cyclables du quotidien sur le territoire du Pôle Métropolitain CAP Azur.

Après ces années de fonctionnement, les bilans étant positifs sur la promotion de la pratique cyclable sur les trois territoires, il est proposé de reconduire la convention selon les modalités décrites ci-dessous.

AINSI, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties visant à promouvoir la pratique cyclable sur tout ou partie du territoire métropolitain CAP Azur.

Article 2 : Définition des objectifs

Afin d'encourager les déplacements à vélo sur le territoire des parties contractantes, plusieurs axes seront mis en place :

- Informer sur les pratiques cyclables et optimiser les déplacements à vélo sur le territoire ;
- Encourager, convaincre et accompagner les citoyens à la pratique régulière du vélo pour leurs déplacements du quotidien en agissant sur les freins ;
- Promouvoir le vélo auprès des entreprises sur sollicitation des Communautés d'agglomération.

Le contenu opérationnel des actions est convenu et décidé entre l'Association et chacune des Communautés d'agglomération concernée (que cela soit en partenariat et/ou sur sollicitation des Communes des agglomérations). Il est défini suivant les principes établis dans les articles 3 et 4 de la présente convention.

Le soutien des Communautés d'agglomérations sur ces actions prend également la forme d'une subvention.

Article 3 : Engagement des parties

3-1 Engagements de l'Association

L'Association est en charge de la mise en œuvre des actions suivantes :

Volet 1 : Informer sur les pratiques cyclables et optimiser les déplacements à vélo sur le territoire :

- Informer sur la pratique cyclable sur les lieux d'accueil existants et à venir (Agence Mobilité PALM BUS Cannes, atelier participatif de Mouans-Sartoux, atelier participatif de Grasse, C.A.S.A. du Vélo sur Sophia Antipolis, agence de la Mobilité sur Antibes) ;
- Tenir et animer des stands sur des événements et manifestations publics liés au vélo et à la mobilité, du type "Mai à Vélo" (Bigreen, fête du 2 roues), Semaine du Développement Durable, Semaine de la Mobilité, "Cyclistes brillez", etc. ;
- Communiquer sur les services, événements et aménagements cyclables des agglomérations (réseaux sociaux, site internet, etc.).

Volet 2 : Encourager, convaincre et accompagner les citoyens à la pratique régulière du vélo pour leurs déplacements du quotidien en agissant sur les freins :

- Mettre en place des ateliers d'autoréparation (séances pédagogiques de groupes) avec la mise à disposition d'outils, de pièces détachées et de conseils, pour permettre aux cyclistes d'apprendre à entretenir leurs vélos eux-mêmes. Ces ateliers seront assurés lors des permanences dans les lieux d'accueils dédiés ainsi qu'à l'extérieur, comme sur des événements ou lors d'animations spécifiques (avec réservations) ;
- Réaliser des opérations de marquage (y compris les vélos intégrant les services des agglomérations) ;
- Apporter un conseil personnalisé sur le meilleur itinéraire cyclable correspondant à un usager selon son profil nécessitant une connaissance fine de l'offre cyclable du territoire ;
- Mettre en place des actions pédagogiques de type Vélo Ecole pour apprendre ou réapprendre les bons réflexes pour circuler en toute circonstance et en toute sécurité ;
- Proposer des tests de vélos à assistance électrique sur de courts circuits sur sollicitation des Communautés d'agglomération ;
- Organiser des convois vélo-bus sur le territoire pour tester les trajets du quotidien ;
- Tenir des bourses aux vélos, avec remise en circulation de vélos issus de déchetterie (action labellisée France Mobilités).

Volet 3 : Promouvoir le vélo auprès des entreprises sur sollicitation des Communautés d'agglomération :

- Contribuer en partenariat avec les Clubs d'Entreprises si existants et/ou avec les Conseils en Mobilité des Communautés d'agglomération aux rencontres avec les entreprises pour les sensibiliser, les conseiller et les aider à mettre en place une politique vélo dans le cadre de leur Plan de Mobilité, à hauteur de deux dates par an et par agglomération ;
- Participer aux interventions en entreprise (atelier de réparation participatif, petits déjeuners mobilité, cafés cyclistes) et informer les entreprises sur les offres de mobilité cyclable existantes menées par les trois agglomérations (réseaux sociaux, site internet, etc.).

3-2 Engagements des Communautés d'Agglomération

Les trois Communautés d'agglomération s'engagent à :

- Travailler avec l'Association à la définition d'un programme d'actions annuel ;
- Associer l'Association dans le cadre des réflexions sur les aménagements cyclables sur le territoire ;
- Accompagner l'Association dans les organisations de manifestations et d'évènements ;
- Mettre à disposition sous réserve de disponibilité, des locaux, des espaces extérieurs et matériels dans le cadre de la tenue des actions, lorsque cela est jugé pertinent par les parties ;
- Relayer l'information sur les actions proposées par l'Association (vélo école, vélo bus, tests de VAE, bourse aux vélos, etc.) ;
- Fournir selon disponibilités des supports promotionnels (affiches, flyers, goodies, gilets, éléments de sécurité, éclairage) pour l'animation de la communauté d'usagers du vélo.

Article 4 : Montant de la subvention et conditions de paiement

Le montant de la subvention attribuée par les trois Communautés d'agglomération à l'Association est de 10 000,00 € chacune, soit un total de 30 000,00 €. Chaque subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette subvention sera versée en deux temps :

- 50 % à la notification de la présente convention,
- Le solde de 50 % sera versé à la remise du bilan intermédiaire relatif au programme d'actions (Cf. Article 8), et au regard des objectifs réalisés.

L'Association s'engage à transmettre aux Communautés d'agglomération les documents relatifs aux dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Article 5 : Justificatifs

L'Association s'engage à fournir les documents ci-après, dans les six mois de la clôture de l'exercice, dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier et l'état justificatif des dépenses (y compris des fiches de paie) ;
- le compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'action ou de l'action (au choix) défini d'un commun accord entre les Communautés d'agglomération et l'Association. Ces documents sont signés par le Président ou toutes personnes habilitées ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du Code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel ;
- le rapport d'activité.

Article 6 : Autres engagements

L'Association communique sans délai aux Communautés d'agglomération la copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de toutes nouvelles déclarations enregistrées dans le Répertoire National des Associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'Association pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer chacune des Communautés d'agglomération sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7 : Evaluation

Un comité technique avec un représentant de chacune des parties se réunira une (1) fois (à la fin du second semestre) pour évaluer l'avancement des prestations.

L'Association s'engage à fournir au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan intermédiaire d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs, définis ensemble, de la mise en œuvre du programme d'actions.

Article 8 : Indicateurs

Le compte rendu du programme d'actions intégrera les indicateurs répertoriés ci-dessous (non exhaustifs) :

- Nombre et types d'actions de sensibilisation, avec listing des documents transmis lors de ces actions ;
- Nombre et type d'organisation et d'événements, en faveur de la promotion du vélo ;
- Fréquentation des lieux d'accueil et des événements, et suivi mensuel de l'évolution, avec sociographie des participants (homme/femme, âge, catégorie socioprofessionnelle, etc.).

Article 9 : Assurance

Préalablement à l'utilisation des locaux et matériel éventuels mis à disposition par les Communautés d'agglomération, l'Association reconnaît avoir souscrit une police d'assurance auprès d'une compagnie notoirement solvable, couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans l'établissement au cours de l'utilisation des locaux (biens immobiliers, aménagements et installations diverses) mis à disposition, en particulier contre les risques d'incendie, d'explosion, d'attentats, de foudre, de catastrophes naturelles, de dommages électriques, de vol, de bris de glace et de dégâts des eaux, et contre tous les risques locatifs et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité.

L'Association est tenue d'assurer contre tous les risques de dommages aux biens le matériel mis à disposition par les Communautés d'agglomération et tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.

L'Association fournira une attestation d'assurance de son assureur certifiant que sa responsabilité civile générale vis-à-vis des tiers pour tout dommage corporel, matériel et/ou immatériel est couverte pour l'activité qu'elle organise dans les locaux.

L'Association sera personnellement responsable vis-à-vis des Communautés d'Agglomération et des tiers, des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

L'Association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle-même que par ses membres, préposés, et toute personne effectuant des travaux pour son compte.

Article 10 : Communication

Les parties pourront communiquer et faire la promotion du présent partenariat. Lors de toute communication, elles s'engagent à mentionner le nom des autres parties ainsi que le Pôle Métropolitain CAP Azur. Préalablement à toute communication externe, elles soumettront leurs projets aux autres parties pour accord express dans un délai de 8 jours. Passé ce délai, leur accord est réputé acquis.

Article 11 : Durée

La convention est établie pour une durée d'un an et entre en vigueur une fois signée par toutes les parties et revêtue de son caractère exécutoire.

Trois mois avant son expiration, les parties se réuniront pour faire le point sur les résultats de leur collaboration et décideront de son éventuelle reconduction. Les parties conviendront également de la durée du renouvellement suivant l'avancement des démarches initiées.

Article 12 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 13 : Modification

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans la présente convention.

Article 14 : Contrôle

L'Association doit faciliter, à tout moment, le contrôle par les Communautés d'Agglomération de l'utilisation de la subvention conformément à la présente convention, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production sera jugée utile.

Les Communautés d'agglomération contrôlent annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, les Communautés d'agglomération peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

Article 15 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit des Communautés d'agglomération des conditions d'exécution de la convention par l'Association, celles-ci pourront suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 16 - Litiges

Tout litige survenant à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention, donnera lieu à une tentative de transaction par voie amiable. Dans l'éventualité où un accord ne pourrait être obtenu, les parties conviennent que l'affaire sera portée devant le Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En quatre (4) exemplaires Pour la C.A.C.P.L./la C.A.P.G./la C.A.S.A./l'Association « Choisir le Vélo »

**Pour l'Association « Choisir Le Vélo »,
Le Président,**

**La Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Le Président,**

Florent MOREL

Jean LEONETTI

**La Communauté d'Agglomération Cannes
Pays de Lérins,
Pour le Président et par délégation,
Le Vice-président délégué aux Transports,
au Déploiement et aux Travaux du PALM
EXPRESS, à la Voirie et aux parcs de
stationnement communautaires,**

**La Communauté d'Agglomération
Pays de Grasse,
Le Président,**

Richard GALY

Jérôme VIAUD

Acte à classer**CC_2022_056**

1	2	3	4
En préparation	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

Identifiant FAST : ASCL_1_2022-03-30T16-42-04.00 (MI236544839)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220321-CC_2022_056-DE (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : Promotion de la pratique cyclable sur le PÃ©le MÃ©tro
Cap Azur - Convention de partenariat avec la CACPL
la CAPG et l'association Choisir le vÃ©lo - Renouvellement

Date de dÃ©cision : 21/03/2022



Nature de l'acte : DÃ©libÃ©ration

MatiÃ¨re de l'acte : 8. Domaines de competences par themes
8.7. TransportsActe : 99_DE-006-240600585-20220321-CC_2022_056-DE-1-1_1.PDF Multicanal : Non

PiÃ¨ces jointes :

99_DE-006-240600585-20220321-CC_2022_056-DE-1-1_2.PDF

Type PJ : 99_DE - DÃ©libÃ©ration



Imprimer la PJ avec le tampon AR

Groupe Ã©metteur de l'acte : TOUS

Classer

Annuler

PrÃ©parÃ©

Date 30/03/22 Ã 16:42

Par PAVAN-SANTAINE Corinne

Transmis

Date 30/03/22 Ã 16:42

Par PAVAN-SANTAINE Corinne

AccusÃ© de rÃ©ception

Date 30/03/22 Ã 16:47